

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2015/204631]

Extrait de l'arrêt n° 131/2015 du 1^{er} octobre 2015

Numéro du rôle : 5798

En cause : le recours en annulation de l'article 20 de la loi-programme du 28 juin 2013, introduit par Roger Halleman et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 décembre 2013 et parvenue au greffe le 2 janvier 2014, un recours en annulation de l'article 20 de la loi-programme du 28 juin 2013 (publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} juillet 2013, deuxième édition) a été introduit par Roger Halleman, l'ASBL « Conseil Médical du Centre Hospitalier Universitaire Brugmann », l'ASBL « Conseil Médical de l'Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola », l'ASBL « Association des Médecins Hospitaliers des Hôpitaux Iris Sud », l'association de droit public « Association Hospitalière d'Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles - Hôpitaux Iris Sud », l'association de droit public « Association Hospitalière de Bruxelles - Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola », l'association de droit public « Association Hospitalière de Bruxelles - Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre », l'association de droit public « Association Hospitalière de Bruxelles et de Schaerbeek - Centre Hospitalier Universitaire Brugmann » et l'association de droit public « Association Hospitalière de Bruxelles - Centre Hospitalier Universitaire Jules Bordet », assistés et représentés par Me C. Molitor et Me J. Bourtembourg, avocats au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée

B.1.1. L'article 20 attaqué de la loi-programme du 28 juin 2013 insère dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale un article 57^{sexies}, rédigé comme suit :

« Par dérogation aux dispositions de la présente loi, l'aide sociale n'est pas due par le centre à l'étranger autorisé au séjour sur la base de l'article 9^{bis} de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle ».

B.1.2. L'article 9^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précitée dispose :

« Lors de circonstances exceptionnelles et à la condition que l'étranger dispose d'un document d'identité, l'autorisation de séjour peut être demandée auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne, qui la transmettra au ministre ou à son délégué. Quand le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour, celle-ci sera délivrée en Belgique ».

B.1.3. L'article 1^{er} de la loi organique du 8 juillet 1976 dispose :

« Toute personne a droit à l'aide sociale. Celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine.

Il est créé des centres publics d'action sociale qui, dans les conditions déterminées par la présente loi, ont pour mission d'assurer cette aide ».

B.1.4. L'article 57, § 2, de la même loi limite à l'aide médicale urgente le droit à l'aide sociale à l'égard des étrangers qui séjournent illégalement dans le Royaume.

Par ailleurs, l'article 57^{quinquies}, inséré dans cette loi par l'article 12 de la loi du 19 janvier 2012 modifiant la législation concernant l'accueil des demandeurs d'asile, dispose :

« Par dérogation aux dispositions de la présente loi, le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et aux membres de leur famille pendant les trois premiers mois du séjour ou, le cas échéant, pendant la période plus longue prévue à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ni tenu, avant l'acquisition du droit de séjour permanent, d'octroyer des aides d'entretien ».

Par son arrêt n° 95/2014 du 30 juin 2014, la Cour a annulé cette disposition en ce qu'elle s'appliquait aux citoyens de l'Union européenne, non belges, qui ont ou conservent le statut de travailleur (salaré ou non salaré), ainsi qu'aux membres de leur famille qui séjournent légalement sur le territoire. Par le même arrêt, la Cour a annulé la même disposition en ce qu'elle permettait aux centres publics d'action sociale de refuser l'aide médicale urgente aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et aux membres de leur famille durant les trois premiers mois du séjour.

B.1.5. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, aucune catégorie d'étrangers n'était exclue de l'octroi de l'aide médicale urgente par la loi organique du 8 juillet 1976.

B.1.6. La disposition attaquée exclut du droit à l'aide sociale les étrangers qui sont titulaires d'un droit de séjour légal en Belgique lorsque ce droit de séjour leur a été octroyé sur la base de l'article 9^{bis} de la loi du 15 décembre 1980 précité et que cet octroi était motivé par la circonstance qu'ils étaient titulaires soit d'un permis de travail B les autorisant à occuper un emploi, soit d'une carte professionnelle les autorisant à exercer une profession indépendante.

Quant à la recevabilité du recours

B.2.1. La requête est introduite par un docteur en médecine, par l'ASBL « Conseil Médical du Centre Hospitalier Universitaire Brugmann », par l'ASBL « Conseil Médical de l'Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola », par l'ASBL « Association des Médecins Hospitaliers des Hôpitaux Iris Sud », ainsi que par cinq associations hospitalières de droit public.

B.2.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

Le premier requérant exerce la fonction de médecin, sous le statut social de travailleur indépendant, au sein de l'association hospitalière « Hôpitaux IRIS Sud ». A son estime, il dispose d'un intérêt direct et personnel à agir dans la mesure où la disposition attaquée concerne l'aide médicale urgente accordée par les centres publics d'action sociale aux étrangers autorisés au séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 précité, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle et où, dans l'exercice de la médecine, il peut devoir accomplir des prestations relevant de l'aide médicale urgente. Il justifie également son intérêt à agir par le fait que, pour l'accomplissement de telles prestations, il encourrait le risque de ne plus percevoir de rémunération.

B.2.3. En ce qu'elle pourrait avoir une incidence sur la rémunération des médecins appelés à dispenser des soins dans le cadre d'une aide médicale urgente en milieu hospitalier, la disposition attaquée est susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation financière ou l'activité professionnelle de ceux-ci. La première partie requérante a donc intérêt à demander l'annulation de cette disposition.

B.2.4. Dès lors que la première partie requérante justifie d'un intérêt à agir et que son recours est recevable, la Cour ne doit pas examiner s'il l'est aussi pour les autres parties requérantes.

Quant au moyen unique

B.3. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 422bis et 422ter du Code pénal et avec le Code du 19 novembre 1975 de déontologie médicale.

Les parties requérantes reprochent à la disposition attaquée d'avoir pour effet que le coût des prestations de soins dispensées dans le cadre de l'aide médicale urgente par les médecins et les hôpitaux belges aux étrangers séjournant légalement en Belgique sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle, ne peut plus être pris en charge par les centres publics d'action sociale. Cette disposition traite ainsi différemment, d'une part, les médecins et les hôpitaux qui dispensent des soins aux étrangers en séjour illégal en Belgique et, d'autre part, les médecins et les hôpitaux qui dispensent des soins aux étrangers visés par la disposition attaquée, dès lors que la première catégorie peut obtenir le paiement, à tout le moins partiel, des frais exposés dans le cadre de l'aide médicale urgente en raison de l'intervention des centres publics d'action sociale, alors que tel n'est pas le cas pour la seconde catégorie.

La différence de traitement entre les catégories visées par le moyen découle de celle que la disposition attaquée instaure, en ce qui concerne l'aide médicale urgente, entre les étrangers en séjour illégal et ceux que concerne cette disposition. La Cour doit dès lors examiner la compatibilité de cette dernière différence de traitement avec le principe d'égalité et de non-discrimination.

B.4.1. C'est sur la base du contenu de la requête que la Cour détermine l'étendue du recours. Il ressort du développement du moyen unique que le recours en annulation porte uniquement sur l'article 20 de la loi-programme du 28 juin 2013 en ce que l'article 57sexies qu'il insère dans la loi du 8 juillet 1976 dispose que l'aide médicale urgente n'est pas due par le centre public d'action sociale à l'étranger autorisé au séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 précité, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle. La Cour limite son examen à cette partie de la disposition attaquée et ne se prononce pas sur la constitutionnalité de l'article 57sexies précité en ce qu'il prive les étrangers concernés de l'aide sociale autre que l'aide médicale urgente.

B.4.2. En ce que les parties requérantes invoquent la violation des articles 422bis et 422ter du Code pénal et du Code du 19 novembre 1975 de déontologie médicale, il convient de constater que la Cour n'est pas compétente pour contrôler la conformité de normes législatives à ces dispositions, fussent-elles combinées avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.5.1. L'article 57, § 2, de la loi organique du 8 juillet 1976 dispose :

« Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la mission du centre public d'aide sociale se limite à :
1° l'octroi de l'aide médicale urgente, à l'égard d'un étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume;
[...] ».

B.5.2. L'article 57, § 2, alinéa 3, de la loi organique du 8 juillet 1976 habilite le Roi à déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par aide médicale urgente.

L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 décembre 1996 « relatif à l'aide médicale urgente octroyée par les centres publics d'aide sociale aux étrangers qui séjournent illégalement dans le Royaume » la définit comme :

« L'aide qui revêt un caractère exclusivement médical et dont le caractère urgent est attesté par un certificat médical. Cette aide ne peut pas être une aide financière, un logement ou une autre aide sociale en nature.

L'aide médicale urgente peut être prestée tant de manière ambulatoire que dans un établissement de soins, comme visé à l'article 1^{er}, 3^o, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.

L'aide médicale urgente peut couvrir des soins de nature tant préventive que curative ».

B.6. L'exposé des motifs relatif à la disposition attaquée indique :

« L'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis, uniquement dans l'hypothèse où celle-ci a été délivrée aux intéressés en raison de l'existence d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle, n'ouvre pas le droit à l'aide sociale. Etant donné que c'est l'exercice d'une activité professionnelle en Belgique qui a justifié l'autorisation de séjour des intéressés sur le territoire belge, il n'est pas logique qu'ils puissent prétendre au droit à l'aide sociale sur la base de cette autorisation de séjour » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2853/001, p. 18.).

Au cours des travaux préparatoires, il a été précisé que « durant leur séjour pour une durée limitée, les intéressés n'auront par conséquent pas accès au CPAS » (*ibid.*, DOC 53-2853/011, p. 4).

Selon la secrétaire d'Etat compétente :

« la réglementation est ciblée sur les personnes qui se voient accorder un séjour temporaire lié au permis de travail B. Il ne s'agit en aucun cas de personnes qui bénéficient d'un séjour illimité.

Il est en outre, de toute manière, de plus en plus investi dans le croisement des banques de données, tant à l'OE qu'au SPP Intégration sociale. En ce qui concerne ce dernier, la secrétaire d'Etat a fait mettre en place neuf flux de données supplémentaires, précisément pour permettre le couplage de données. Il convient par ailleurs de souligner qu'il ne s'agit pas uniquement d'un couplage. Il faut également doter les services d'un personnel suffisant pour pouvoir en tirer les conclusions nécessaires et assurer le suivi en modifiant, le cas échéant, le droit de séjour. Il faut donc prévoir des moyens non seulement pour les nouveaux flux de données, mais aussi pour le personnel qui interprétera celles-ci et en tirera les conclusions qui s'imposent.

[...]

[...] une extrapolation à 2013 des données de 2012 donne un montant de 600 000 euros pour l'article 20 du projet et de 1,2 million d'euros pour l'article 21 » (*ibid.*, pp. 7-9).

Lors de la discussion en commission du Sénat, la secrétaire d'Etat a confirmé l'incidence budgétaire positive de la mesure :

« Vu le contexte budgétaire, la secrétaire d'Etat a été chargée par le gouvernement de trouver 5 millions d'euros pour l'accès au CPAS. Il s'agit d'un exercice extrêmement délicat, car les CPAS forment le dernier filet de sécurité » (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2169/4, p. 3).

Concernant les étrangers visés par la mesure, elle a précisé :

« on peut postuler que les intéressés sont aptes au travail pendant leur séjour de durée limitée.

Par conséquent, ils ne bénéficieront pas d'un accès au CPAS pendant leur séjour de durée limitée. Des dérogations seront bien entendu possibles. Si une personne qui travaille tombe malade, elle ne devra pas quitter immédiatement notre territoire » (*ibid.*).

Par ailleurs, en réponse à une question parlementaire, la secrétaire d'Etat a répondu qu'il convenait « d'inscrire la mesure dans le cadre de la lutte générale contre la fraude sociale » :

« Les personnes qui, dans le cadre de leur demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi sur les étrangers, apportent les preuves d'une occupation dans le cadre d'un contrat de travail ou comme indépendant, ne peuvent plus, consécutivement à l'introduction de l'article précité, s'adresser au CPAS le jour qui suit celui où ils ont été autorisés au séjour, pour demander une aide financière.

[...]

Ces dernières années, des mécanismes ont déjà été instaurés pour divers autres groupes d'étrangers dans le but de vérifier si les raisons invoquées par les personnes concernées pour avoir accès à notre territoire concordent avec la réalité. L'introduction de l'article 57sexies permet de prévoir également une telle mesure pour les personnes autorisées au séjour sur la base de l'article 9bis de la loi sur les étrangers en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle » (Sénat, 2012-2013, question écrite n° 5-9739 du 24 juillet 2013).

B.7. Il résulte de ce qui précède que seuls les étrangers autorisés à un séjour limité sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, en raison de l'octroi d'un permis de travail B ou de la possession d'une carte professionnelle, sont privés du droit à l'aide sociale et, partant, du droit à l'aide médicale urgente. En ce qu'elle prive ces étrangers du droit à l'aide médicale urgente, la disposition attaquée crée une différence de traitement entre ces étrangers et les autres étrangers qui bénéficient de cette aide sur la base de l'article 57 de la loi organique du 8 juillet 1976, fussent-ils en situation illégale.

B.8.1. La délivrance d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle est subordonnée à plusieurs conditions strictes.

Conformément aux articles 4 et suivants de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, l'étranger doit en principe déjà disposer d'un permis de travail B avant de pouvoir obtenir une autorisation de séjour. Une carte professionnelle peut être demandée par un étranger qui réside déjà légalement sur le territoire mais, si tel n'est pas le cas, il faut la demander à partir du pays d'origine ou du pays de séjour légal.

Si, à l'instar du cas visé par la disposition attaquée, un étranger obtient une autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle et que la demande de permis de travail ou de carte professionnelle s'effectue par conséquent après qu'il est déjà entré dans le pays, il bénéficie donc d'une exception à ces conditions, qui s'appliquent en principe à tous les étrangers. L'obtention de ce droit de séjour est subordonnée à l'existence de circonstances exceptionnelles qui sont appréciées restrictivement par l'Office des étrangers.

B.8.2. Un permis de travail B est accordé à un étranger pour une durée maximale de douze mois, éventuellement renouvelable, et est limité à l'occupation auprès d'un seul employeur (article 3 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers). En outre, l'article 34, 6°, de ce même arrêté royal prévoit que l'autorisation d'occupation et le permis de travail sont refusés « lorsqu'ils concernent un emploi dont les ressources découlant de son occupation ne permettent pas au travailleur de subvenir à ses besoins ou à ceux de son ménage ».

Une demande d'obtention d'une carte professionnelle concernant l'exercice d'une activité en tant qu'indépendant doit être justifiée par la production d'un document établissant qu'il est satisfait aux conditions prescrites (article 6, § 2, de l'arrêté royal du 2 août 1985 portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes). Lors de l'examen de la demande, l'autorité compétente tient notamment compte de l'utilité économique de l'activité proposée, c'est-à-dire la réponse à un besoin économique, la création d'emplois, les investissements utiles, les retombées économiques sur les entreprises situées en Belgique, l'ouverture à l'exportation et l'activité innovante ou encore de spécialisation. Le non-respect des conditions attachées à la délivrance de la carte professionnelle peut être sanctionné par le Conseil d'enquête économique pour étrangers et est également réprimé par des sanctions pénales (articles 7-14 de la loi du 19 février 1965).

B.8.3. Il ressort des conditions précitées que l'octroi d'une autorisation de séjour en raison de la possession d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle est temporaire, est réglé de manière très stricte et est indissociablement lié à l'exercice d'une activité professionnelle, l'autorité veillant à ce que les intéressés disposent de moyens suffisants pour subvenir à leur propre entretien pendant la durée limitée de leur séjour en Belgique. Il peut donc être raisonnablement estimé que la grande majorité des étrangers ayant obtenu un droit de séjour temporaire en raison d'un permis de travail ou d'une carte professionnelle disposent de revenus suffisants pour les prémunir contre l'indigence, de sorte qu'ils n'entrent pas, en règle, dans les conditions ouvrant le droit à l'aide sociale.

B.9. Il ressort des documents parlementaires cités en B.6 que la disposition attaquée a été justifiée, d'une part, par la motivation spécifique de l'octroi du titre de séjour aux étrangers concernés et, d'autre part, par la nécessité de lutter contre les fraudes en matière sociale ainsi qu'en matière d'accès au droit de séjour. Il apparaît en outre des déclarations de la secrétaire d'Etat compétente que le législateur poursuivait également un objectif budgétaire.

B.10.1. L'aide médicale urgente est un élément essentiel du droit à l'aide sociale. Il s'agit d'un droit fondamental sans lequel le droit à la dignité humaine ne peut être garanti. C'est pour ce motif qu'il est accordé, en vertu de l'article 57, § 2, de la loi organique du 8 juillet 1976, aux étrangers qui séjournent illégalement en Belgique et qui n'ont, en principe, pas droit à l'aide sociale, en vertu de l'article 57, § 1^{er}, de la même loi organique.

B.10.2. Ainsi que la Cour l'a relevé dans son arrêt n° 50/2009 du 11 mars 2009, en cas de demande d'aide médicale urgente d'un étranger séjournant illégalement dans le Royaume, le centre public d'action sociale vérifie si, sans cette aide, le demandeur est en mesure de mener une vie conforme à la dignité humaine. Si tel est le cas, le centre n'est pas tenu d'intervenir.

B.10.3. Pour que le centre public d'action sociale doive octroyer une aide médicale urgente, il faut que, conformément à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 décembre 1996 « relatif à l'aide médicale urgente octroyée par les centres publics d'action sociale aux étrangers qui séjournent illégalement dans le Royaume », un certificat médical prouve l'urgence.

En cas de contestation, il appartient au juge d'apprécier s'il est question d'aide médicale urgente et les frais ne peuvent être mis à charge du centre public d'action sociale lorsque l'urgence des soins médicaux n'est pas suffisamment démontrée.

Le centre public d'action sociale doit en outre examiner, par une enquête sociale, s'il existe un besoin d'aide et quelle en est l'étendue (article 60, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale). L'aide médicale urgente ne sera pas due s'il ressort de cette enquête que l'intéressé relève de l'assurance maladie belge ou de celle de son pays d'origine ou qu'il dispose d'une assurance couvrant intégralement les frais médicaux dans le pays. Il en va de même lorsque l'intéressé dispose d'autres ressources.

B.11. Il n'est pas exclu que des étrangers qui ont été autorisés à un séjour limité sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 précité, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle, soient confrontés à une situation qui requiert une aide médicale urgente.

B.12. Aux termes de l'article 57, § 2, de la loi organique du 8 juillet 1976, la mission du centre public d'action sociale à l'égard des étrangers illégaux est limitée à l'octroi de l'aide médicale urgente. Par suite de la disposition attaquée, les étrangers qui ont été autorisés à un séjour limité sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle, sont en revanche privés de cette aide médicale urgente durant la période de l'autorisation provisoire de séjour.

La Cour doit examiner si la différence de traitement qui en découle est raisonnablement justifiée.

B.13. Dès lors que l'aide médicale urgente n'est octroyée qu'aux personnes qui ne disposent pas d'autres revenus et assurances et à l'égard desquelles le caractère urgent des soins médicaux nécessaires est établi, comme il a été précisé en B.10.3, une privation de cette aide, par une mesure générale et *a priori* visant une catégorie abstraitement définie d'étrangers, ne peut se justifier par le souci de limiter les abus en matière sociale.

Cette privation ne permet par ailleurs pas de lutter contre les abus en matière d'accès au territoire, dès lors que la disposition attaquée vise des étrangers qui ont été autorisés à séjourner temporairement en Belgique et qui seront soumis à des contrôles s'ils veulent obtenir une prolongation de leur séjour. Il est possible de remédier efficacement à la fraude relative à l'obtention d'un droit de séjour en retirant l'autorisation de séjour de l'étranger qui ne répondrait pas ou plus aux conditions qui y ont été mises.

A cet égard, l'article 13, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Le ministre ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire à l'étranger autorisé à séjourner dans le Royaume pour une durée limitée, fixée par la loi ou en raison de circonstances particulières propres à l'intéressé ou en rapport avec la nature ou de la durée de ses activités en Belgique, dans un des cas suivants :

1° lorsqu'il prolonge son séjour dans le Royaume au-delà de cette durée limitée;

2° lorsqu'il ne remplit plus les conditions mises à son séjour;

3° lorsqu'il a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux qui ont été déterminants pour obtenir l'autorisation de séjour ».

Il en découle qu'il est possible de mettre fin au séjour temporaire d'un étranger qui aurait abusivement invoqué l'exercice d'une activité professionnelle pour obtenir son autorisation de séjourner sur le territoire ou qui ne remplirait plus les conditions mises à son séjour.

Enfin, l'objectif budgétaire invoqué lors des travaux préparatoires de la loi attaquée ne peut décharger le législateur de son obligation de garantir à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine, lorsqu'un étranger a besoin d'une aide médicale urgente.

B.14. Eu égard à ce qui précède, la différence de traitement litigieuse n'est pas raisonnablement justifiée.

B.15. En ce qu'elle permet aux centres publics d'action sociale de refuser l'aide médicale urgente aux étrangers autorisés à un séjour limité sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 « sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle, la disposition attaquée viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.16. Dans cette mesure, le moyen unique est fondé.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 20 de la loi-programme du 28 juin 2013 qui insère un article 57sexies dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, en ce qu'il permet aux centres publics d'action sociale de refuser l'aide médicale urgente aux étrangers autorisés à un séjour limité sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 « sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 1^{er} octobre 2015.

Le greffier,

F. Meersschant

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2015/204631]

Uittreksel uit arrest nr. 131/2015 van 1 oktober 2015

Rolnummer : 5798

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 20 van de programmawet van 28 juni 2013, ingesteld door Roger Halleman en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 december 2013 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 januari 2014, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 20 van de programmawet van 28 juni 2013 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 juli 2013, tweede editie) door Roger Halleman, de vzw « Medische Raad van het Universitair Verplegingscentrum Brugmann », de vzw « Medische Raad van het

Universitair Kinderziekenhuis Koningin Fabiola», de vzw «Vereniging van de Ziekenhuisgeneesheren van IRIS Ziekenhuizen Zuid», de publiekrechtelijke vereniging «Ziekenhuisvereniging van Anderlecht, Sint-Gillis, Etterbeek en Elsene - Iris Ziekenhuizen Zuid», de publiekrechtelijke vereniging «Ziekenhuisvereniging van Brussel - Universitair Kinderziekenhuis Koningin Fabiola», de publiekrechtelijke vereniging «Ziekenhuisvereniging van Brussel - Universitair Verplegingscentrum Sint-Pieter», de publiekrechtelijke vereniging «Ziekenhuisvereniging van Brussel en Schaarbeek - Universitair Verplegingscentrum Brugmann» en de publiekrechtelijke vereniging «Ziekenhuisvereniging van Brussel - Universitair Verplegingscentrum Jules Bordet», bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. C. Molitor en Mr. J. Bourtembourg, advocaten bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. Het bestreden artikel 20 van de programmawet van 28 juni 2013 voegt een artikel 57*sexies* in in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, dat luidt als volgt :

« In afwijking van de bepalingen van deze wet is de maatschappelijke dienstverlening door het centrum niet verschuldigd aan de vreemdeling die gemachtigd werd tot een verblijf op basis van artikel 9*bis* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, omwille van een arbeidskaart B of een beroepskaart ».

B.1.2. Artikel 9*bis*, § 1, eerste lid, van de voormelde wet van 15 december 1980 bepaalt :

« In buitengewone omstandigheden en op voorwaarde dat de vreemdeling over een identiteitsdocument beschikt, kan de machtiging tot verblijf worden aangevraagd bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. Deze maakt ze over aan de minister of aan diens gemachtigde. Indien de minister of diens gemachtigde de machtiging tot verblijf toekent, zal de machtiging tot verblijf in België worden afgegeven ».

B.1.3. Artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 bepaalt :

« Elke persoon heeft recht op maatschappelijke dienstverlening. Deze heeft tot doel eenieder in de mogelijkheid te stellen een leven te leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid.

Er worden openbare centra voor maatschappelijk welzijn opgericht die, onder de door deze wet bepaalde voorwaarden, tot opdracht hebben deze dienstverlening te verzekeren ».

B.1.4. Artikel 57, § 2, van dezelfde wet beperkt het recht op maatschappelijke dienstverlening tot dringende medische hulp wanneer het gaat om vreemdelingen die illegaal in het Rijk verblijven.

Overigens bepaalt artikel 57*quinquies*, dat in die wet werd ingevoegd bij artikel 12 van de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de wetgeving met betrekking tot de opvang van asielzoekers :

« In afwijking van de bepalingen van deze wet is de maatschappelijke dienstverlening door het centrum niet verschuldigd aan onderdanen van lidstaten van de Europese Unie en hun familieleden gedurende de eerste drie maanden van het verblijf of, in voorkomend geval de langere periode zoals bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 1°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, noch is het verplicht om vóór de verwerving van het duurzame verblijfsrecht steun voor levensonderhoud toe te kennen ».

Bij zijn arrest nr. 95/2014 van 30 juni 2014 heeft het Hof die bepaling vernietigd in zoverre zij van toepassing was op de niet-Belgische burgers van de Europese Unie die de status van werknemer (al dan niet in loondienst) hebben of behouden, alsook op hun familieleden die legaal op het grondgebied verblijven. Bij hetzelfde arrest heeft het Hof dezelfde bepaling vernietigd in zoverre zij de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toeliet dringende medische hulp te weigeren aan onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie en aan hun familieleden gedurende de eerste drie maanden van hun verblijf.

B.1.5. Tot de inwerkingtreding van de bestreden bepaling was geen enkele categorie van vreemdelingen door de organieke wet van 8 juli 1976 uitgesloten van toekenning van dringende medische hulp.

B.1.6. De bestreden bepaling sluit vreemdelingen die een wettelijk verblijfsrecht in België hebben, uit van het recht op maatschappelijke dienstverlening wanneer dat verblijfsrecht hun op grond van het voormelde artikel 9*bis* van de wet van 15 december 1980 is toegekend en wanneer die toekenning gemotiveerd was door de omstandigheid dat zij houder waren van hetzij een arbeidskaart B die hen toestaat een baan uit te oefenen, hetzij een beroepskaart die hen toestaat een zelfstandig beroep uit te oefenen.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.2.1. Het verzoekschrift is ingesteld door een doctor in de geneeskunde, door de vzw « Medische Raad van het Universitair Verplegingscentrum Brugmann », door de vzw « Medische Raad van het Universitair Kinderziekenhuis Koningin Fabiola », door de vzw « Vereniging van de Ziekenhuisgeneesheren van de IRIS Ziekenhuizen Zuid », en door vijf publiekrechtelijke ziekenhuisverenigingen.

B.2.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

De eerste verzoeker oefent de functie uit van arts, onder het sociaal statuut van zelfstandige, binnen de ziekenhuisvereniging « IRIS Ziekenhuizen Zuid ». Volgens hem beschikt hij over een rechtstreeks en persoonlijk belang om in rechte op te treden, in zoverre de bestreden bepaling betrekking heeft op de dringende medische hulp die de openbare centra voor maatschappelijk welzijn verlenen aan de vreemdelingen die gemachtigd werden tot een verblijf op grond van het voormelde artikel 9*bis* van de wet van 15 december 1980, wegens een arbeidskaart B of een beroepskaart, en in zoverre hij, bij de uitoefening van de geneeskunst, mogelijk zorg moet verstrekken die onder de dringende medische hulp valt. Hij verantwoordt zijn belang om in rechte op te treden eveneens door het feit dat hij, voor de uitoefening van dergelijke prestaties, het risico liep geen bezoldiging meer te ontvangen.

B.2.3. In zoverre zij gevolgen zou kunnen hebben voor de bezoldiging van de artsen die zorg moeten verstrekken in het kader van een dringende medische hulp in een ziekenhuismilieu, kan de bestreden bepaling hun financiële situatie of beroepsactiviteit rechtstreeks en ongunstig aantasten. De eerste verzoekende partij heeft er dus belang bij de vernietiging van die bepaling te vorderen.

B.2.4. Aangezien de eerste verzoekende partij doet blijken van een belang om in rechte op te treden en haar beroep ontvankelijk is, dient het Hof niet na te gaan of dat ook geldt voor de andere verzoekende partijen.

Ten aanzien van het enige middel

B.3. Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 422*bis* en 422*ter* van het Strafwetboek en met de Code van geneeskundige plichtenleer van 19 november 1975.

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling dat zij tot gevolg heeft dat de kosten van de zorgverstrekkingen in het kader van dringende medische hulp door Belgische artsen en ziekenhuizen, aan vreemdelingen die legaal in België verblijven op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, wegens een arbeidskaart B of een beroepskaart, niet langer door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen worden ten laste genomen. Die bepaling behandelt aldus op verschillende wijze, enerzijds, de artsen en ziekenhuizen die zorg verstrekken aan illegaal in België verblijvende vreemdelingen en, anderzijds, de artsen en ziekenhuizen die zorg verstrekken aan de door de bepaling beoogde vreemdelingen, aangezien de eerste categorie een, op zijn minst gedeeltelijke, betaling van de kosten gemaakt in het kader van de dringende medische hulp kan verkrijgen door tussenkomst van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, terwijl dat voor de tweede categorie niet het geval is.

Het verschil in behandeling tussen de in het middel beoogde categorieën vloeit voort uit het verschil in behandeling dat de bestreden bepaling invoert, wat dringende medische hulp betreft, tussen vreemdelingen die illegaal in België verblijven en vreemdelingen op wie die bepaling betrekking heeft. Het Hof dient bijgevolg de bestaanbaarheid van dat laatste verschil in behandeling met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie te onderzoeken.

B.4.1. Het is op basis van de inhoud van het verzoekschrift dat het Hof de draagwijdte van het beroep bepaalt. Uit de uiteenzetting van het enige middel blijkt dat het beroep tot vernietiging alleen betrekking heeft op artikel 20 van de programmawet van 28 juni 2013 in zoverre artikel 57sexies dat het in de wet van 8 juli 1976 invoegt bepaalt dat dringende medische hulp door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn niet verschuldigd is aan de vreemdeling die gemachtigd werd tot een verblijf op grond van het voormelde artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, wegens een arbeidskaart B of een beroepskaart. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot dat gedeelte van de bestreden bepaling en spreekt zich niet uit over de grondwettigheid van het voormelde artikel 57sexies in zoverre het de betrokken vreemdelingen andere maatschappelijke dienstverlening dan dringende medische hulp ontnemt.

B.4.2. In zoverre de verzoekende partijen de schending aanvoeren van de artikelen 422bis en 422ter van het Strafwetboek en van de Code van geneeskundige plichtenleer van 19 november 1975, dient te worden vastgesteld dat het Hof niet bevoegd is om wetskrachtige normen aan die bepalingen te toetsen, zij het in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.5.1. Artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 bepaalt :

« In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot :

1° het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft;

[...] ».

B.5.2. Artikel 57, § 2, derde lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 machtigt de Koning ertoe te bepalen wat onder dringende medische hulp moet worden begrepen.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 december 1996 « betreffende de dringende medische hulp die door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt verstrekt aan de vreemdelingen die onwettig in het Rijk verblijven » definieert die als :

« hulp die een uitsluitend medisch karakter vertoont en waarvan de dringendheid met een medisch getuigschrift wordt aangetoond. Deze hulp kan geen financiële steunverlening, huisvesting of andere maatschappelijke dienstverlening in natura zijn.

Dringende medische hulp kan zowel ambulantly worden verstrekt als in een verplegingsinstelling, zoals bedoeld in artikel 1, 3°, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Dringende medische hulp kan zorgverstrekking omvatten van zowel preventieve als curatieve aard ».

B.6. De memorie van toelichting bij de bestreden bepaling vermeldt :

« De machtiging tot een verblijf op basis van artikel 9bis, enkel wanneer die aan de betrokkenen afgeleverd werd omwille van het bestaan van een arbeidskaart B of een beroepskaart, geeft geen recht op maatschappelijke dienstverlening. Gelet op het feit dat het de uitoefening van een professionele activiteit is die de machtiging tot verblijf van de betrokkenen rechtvaardigt, is het niet logisch dat de betrokkenen een aanspraak kunnen maken op het recht op maatschappelijke dienstverlening op basis van die machtiging tot verblijf » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2853/001, p. 18).

Tijdens de parlementaire voorbereiding werd opgemerkt dat « tijdens het verblijf voor beperkte duur [...] er bijgevolg geen toegang [zal] zijn tot het OCMW » (*ibid.*, DOC 53-2853/011, p. 4).

Volgens de bevoegde staatssecretaris :

« [spitst] de regeling zich [toe] op de mensen die een tijdelijk verblijf krijgen dat verbonden is aan de beroepskaart B. Het gaat in geen geval om personen die een onbeperkt verblijf hebben.

Daarnaast wordt er sowieso meer en meer ingezet op de kruising van databanken, zowel bij DVZ als bij de POD Maatschappelijke Integratie. Bij die laatste heeft de staatssecretaris negen extra gegevensstromen laten ontwikkelen, precies om de koppeling van gegevens mogelijk te maken. Tevens valt op te merken dat het niet enkel gaat om het realiseren van een koppeling. Het komt er tevens op aan om de diensten voldoende te bestaffen om de noodzakelijke conclusies te trekken en in te staan voor het vervolgtraject, en dus voor de eventuele wijziging van het verblijfsrecht. Er moeten dus niet enkel middelen worden voorzien voor de nieuwe gegevensstromen, maar ook voor het personeel dat de gegevens moet interpreteren en er de nodige gevolgen aan moet verbinden.

[...]

[...] een extrapolatie van de gegevens van 2012 voor 2013 [levert] een bedrag [op] van 600 000 euro voor artikel 20 van het ontwerp, en 1,2 miljoen euro voor wat betreft artikel 21 » (*ibid.*, pp. 7-9).

Tijdens de bespreking in de Senaatscommissie bevestigde de staatssecretaris de positieve budgettaire impact van de maatregel :

« Gegeven de budgettaire context, diende de staatssecretaris van de regering 5 miljoen euro te vinden voor de toegang tot het OCMW. Dit is een zeer moeilijke opdracht omdat de OCMW's het laatste vangnet vormen » (*Parl. St.*, Senaat, 2012-2013, nr. 5-2169/4, p. 3).

Wat de door de maatregel beoogde vreemdelingen betreft, preciseerde zij het volgende :

« Er mag [...] van worden uitgegaan dat zij arbeidsgeschikt zijn gedurende hun verblijf van beperkte duur.

Om die reden zullen de betrokkenen dan ook geen toegang hebben tot het OCMW gedurende het verblijf voor beperkte duur. Uiteraard zullen er afwijkingen mogelijk zijn. Wanneer iemand die werkt ziek wordt zal hij ons grondgebied niet onmiddellijk moeten verlaten » (*ibid.*).

In antwoord op een parlementaire vraag, antwoordde de staatssecretaris overigens dat « de maatregel [moest] gekaderd worden in de algemene strijd tegen de sociale fraude » :

« Personen die in het kader van hun aanvraag tot machtiging tot verblijf op basis van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet bewijzen voorleggen van een tewerkstelling in het kader van een arbeidscontract of op zelfstandige basis kunnen als gevolg van de invoering van voornoemd artikel niet langer de dag nadat zij gemachtigd werden tot een verblijf komen aankloppen bij het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn (OCMW) met de vraag tot financiële steun.

[...]

De laatste jaren werden er reeds voor verschillende andere groepen van vreemdelingen mechanismen ingevoerd om na te gaan of de redenen die de betrokkenen inroepen om toegang te krijgen tot ons grondgebied wel met de werkelijkheid stroken. Door de invoering van artikel 57sexies wordt er ook een dergelijke maatregel voorzien voor die personen die werden gemachtigd tot een verblijf op basis van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet omwille van een arbeidskaart B of een beroepskaart » (Senaat, 2012-2013, schriftelijke vraag nr. 5-9739 van 24 juli 2013).

B.7. Uit wat voorafgaat volgt dat alleen de vreemdelingen die gemachtigd zijn tot een beperkt verblijf op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, wegens de toekenning van een arbeidskaart B of het bezit van een beroepskaart, het recht op maatschappelijke dienstverlening en, bijgevolg, het recht op dringende medische hulp worden ontnomen. In zoverre zij die vreemdelingen het recht op dringende medische hulp ontnemt, creëert de bestreden bepaling een verschil in behandeling tussen die vreemdelingen en de andere vreemdelingen die die hulp wel genieten op grond van artikel 57 van de organieke wet van 8 juli 1976, zelfs indien zij illegaal in het land verblijven.

B.8.1. De afgifte van een arbeidskaart B of een beroepskaart is aan verscheidene strikte voorwaarden onderworpen.

Overeenkomstig de artikelen 4 en volgende van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, dient de vreemdeling in de regel reeds over een arbeidskaart B te beschikken alvorens hij een machtiging tot verblijf kan verkrijgen. Een beroepskaart kan worden aangevraagd door een vreemdeling die reeds wettig op het grondgebied verblijft, doch dient, wanneer dat niet het geval is, te worden aangevraagd vanuit het land van herkomst of het land waar men wettig verblijft.

Indien een vreemdeling – zoals in het geval beoogd door de bestreden bepaling –, een machtiging tot verblijf krijgt op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 wegens een arbeidskaart B of een beroepskaart, en de aanvraag voor de arbeidskaart of de beroepskaart derhalve gebeurt nadat hij reeds het land is binnengekomen en nog niet over een verblijfsrecht beschikt, wordt hem dus een uitzondering op die voorwaarden, die in beginsel voor alle vreemdelingen gelden, toegestaan. Het verkrijgen van dat verblijfsrecht is afhankelijk van het bestaan van buitengewone omstandigheden die restrictief worden beoordeeld door de Dienst Vreemdelingenzaken.

B.8.2. Een arbeidskaart B wordt toegestaan aan een vreemdeling voor maximum twaalf maanden – termijn die kan worden hernieuwd – en is beperkt tot tewerkstelling bij één werkgever (artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers). Voorts bepaalt artikel 34, 6°, van datzelfde koninklijk besluit, dat de arbeidsvergunning en de arbeidskaart worden geweigerd wanneer « zij worden aangevraagd voor een betrekking wanneer aan deze tewerkstelling geen inkomsten verbonden zijn die de werknemer in staat stellen in zijn behoeften of in die van zijn gezin te voorzien ».

Een aanvraag tot het verkrijgen van een beroepskaart met het oog op het uitoefenen van een activiteit als zelfstandige dient te worden gerechtvaardigd door de overlegging van een document waaruit blijkt dat aan de gestelde voorwaarden is voldaan (artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 houdende uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen). Bij het beoordelen van de aanvraag houdt de bevoegde overheid onder meer rekening met het economisch nut van de voorgestelde activiteit, zoals het beantwoorden aan een economische behoefte, het scheppen van werkgelegenheid, de nuttige investeringen, de economische weerslag op de ondernemingen in België, de mogelijkheden tot export en het vernieuwende of gespecialiseerde karakter van de activiteit. Het niet-naleven van de voorwaarden die aan de aflevering van de beroepskaart zijn verbonden, kan worden gesanctioneerd door de Raad voor Economisch Onderzoek inzake Vreemdelingen en wordt tevens beteugeld met strafsancities (artikelen 7-14 van de wet van 19 februari 1965).

B.8.3. Uit de vermelde voorwaarden blijkt dat de toekenning van een machtiging tot verblijf wegens het bezit van een arbeidskaart B of van een beroepskaart tijdelijk is, zeer strikt is geregeld en onlosmakelijk is verbonden met de uitoefening van een beroepsactiviteit, waarbij erop wordt toegezien dat de betrokkenen over voldoende middelen beschikken zodat ze in hun eigen levensonderhoud kunnen voorzien voor de beperkte duur van hun verblijf in België. Er mag dus redelijkerwijs worden aangenomen dat de grote meerderheid van de vreemdelingen die een tijdelijk verblijfsrecht hebben verkregen wegens een arbeidskaart of een beroepskaart over voldoende inkomsten beschikken om zich te behoeden voor armoede, zodat zij doorgaans niet beantwoorden aan de voorwaarden die het recht op maatschappelijke dienstverlening openen.

B.9. Uit de in B.6 geciteerde parlementaire documenten blijkt dat de bestreden bepaling werd verantwoord, enerzijds, door de specifieke motivering van de toekenning van een verblijfsvergunning aan de betrokken vreemdelingen en, anderzijds, door de noodzaak om sociale fraude en fraude inzake toegang tot het verblijfsrecht te bestrijden. Bovendien blijkt uit de verklaringen van de bevoegde staatssecretaris dat de wetgever ook een budgettaire doelstelling nastreefde.

B.10.1. Dringende medische hulp is een essentieel element van het recht op maatschappelijke dienstverlening. Het gaat om een grondrecht zonder hetwelk het recht op menselijke waardigheid niet kan worden gewaarborgd. Om die reden wordt het krachtens artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 toegekend aan de vreemdelingen die illegaal in België verblijven en die in principe geen recht hebben op maatschappelijke dienstverlening, krachtens artikel 57, § 1, van diezelfde organieke wet.

B.10.2. Zoals het Hof erop heeft gewezen in zijn arrest nr. 50/2009 van 11 maart 2009, gaat het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn na, bij een aanvraag om dringende medische hulp van een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft, of de aanvrager zonder die steun in staat is een menswaardig leven te leiden. Indien dat het geval is, is het centrum niet verplicht op te treden.

B.10.3. Opdat het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dringende medische hulp dient te verlenen, is, overeenkomstig artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 december 1996 « betreffende de dringende medische hulp die door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt verstrekt aan de vreemdelingen die onwettig in het Rijk verblijven », een medisch getuigschrift vereist dat de dringendheid ervan aantoonst.

Bij betwisting komt het aan de rechter toe om te oordelen of er sprake is van dringende medische hulp en de kosten kunnen niet ten laste van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden gelegd, indien de dringendheid van de medische zorg niet afdoende wordt aangetoond.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dient voorts middels een sociaal onderzoek na te gaan of de behoefte aan dienstverlening bestaat en welke de omvang ervan is (artikel 60, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn). De dringende medische hulp zal niet verschuldigd zijn wanneer uit dat onderzoek zou blijken dat de betrokkene onder de Belgische ziekteverzekering of onder die van zijn land van herkomst valt of dat hij over een verzekering zou beschikken die de ziektekosten in het land volledig dekt. Hetzelfde geldt wanneer de betrokkene over andere bestaansmiddelen beschikt.

B.11. Het is niet uitgesloten dat vreemdelingen die gemachtigd zijn tot een beperkt verblijf op grond van het voormelde artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, wegens een arbeidskaart B of een beroepskaart, te maken krijgen met een situatie die dringende medische hulp vereist.

B.12. Luidens artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ten aanzien van illegale vreemdelingen beperkt tot het verlenen van dringende medische hulp. Ten gevolge van de bestreden bepaling blijven vreemdelingen die gemachtigd zijn tot een beperkt verblijf op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, wegens een arbeidskaart B of een beroepskaart, gedurende de periode van de voorlopige machtiging tot verblijf daarentegen verstoken van die dringende medische hulp.

Het Hof dient na te gaan of het verschil in behandeling dat hieruit voortvloeit, redelijk is verantwoord.

B.13. Aangezien dringende medische hulp enkel wordt toegekend aan personen die niet over andere inkomsten en verzekeringen beschikken en ten aanzien van wie het dringende karakter van de noodzakelijke medische zorg is aangetoond – zoals gepreciseerd in B.10.3 –, kan het ontnemen van die hulp, door een algemene maatregel en *a priori* met betrekking tot een abstract gedefinieerde categorie van vreemdelingen, niet worden verantwoord door de bekommernis om sociale misbruiken te beperken.

Door die hulp te ontnemen, kunnen overigens geen misbruiken inzake de toegang tot het grondgebied worden tegengegaan, nu de bestreden bepaling betrekking heeft op vreemdelingen die gemachtigd zijn om tijdelijk in België te verblijven en die aan controles zullen worden onderworpen indien zij een verlenging van hun verblijf willen verkrijgen. Fraude inzake het verkrijgen van een verblijfsrecht kan op een doeltreffende wijze worden voorkomen door de intrekking van de machtiging tot verblijf van de vreemdeling die niet of niet langer zou beantwoorden aan de voorwaarden die ervoor gelden.

In dat verband bepaalt artikel 13, § 3, van de wet van 15 december 1980 :

« De minister of zijn gemachtigde kan in één van de volgende gevallen een bevel om het grondgebied te verlaten afgeven aan de vreemdeling die gemachtigd werd om voor een beperkte tijd in het Rijk te verblijven ingevolge deze wet of ingevolge de bijzondere omstandigheden eigen aan de betrokkene of ingevolge de aard of de duur van zijn activiteiten in België :

1° indien hij langer dan deze beperkte tijd in het Rijk verblijft;

2° indien hij niet meer voldoet aan de aan zijn verblijf gestelde voorwaarden;

3° indien hij valse of misleidende informatie of valse of vervalste documenten heeft gebruikt, of fraude heeft gepleegd of andere onwettige middelen heeft gebruikt die van doorslaggevend belang zijn geweest voor het bekomen van de machtiging tot verblijf ».

Het is bijgevolg mogelijk een einde te maken aan het tijdelijk verblijf van een vreemdeling die ten onrechte de uitoefening van een beroepsactiviteit zou hebben aangevoerd om zijn machtiging te verkrijgen om op het grondgebied te verblijven of die niet meer aan de aan zijn verblijf gestelde voorwaarden zou voldoen.

Ten slotte kan de budgettaire doelstelling die tijdens de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet werd aangevoerd de wetgever niet ontslaan van zijn verplichting om voor iedereen het recht op een menswaardig leven te waarborgen wanneer een vreemdeling dringende medische hulp nodig heeft.

B.14. Gelet op het voorgaande is het in het geding zijnde verschil in behandeling niet redelijk verantwoord.

B.15. In zoverre zij de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toestaat dringende medische hulp te weigeren aan de vreemdelingen die gemachtigd zijn tot een beperkt verblijf op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 « betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », wegens een arbeidskaart B of een beroepskaart, schendt de bestreden bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.16. In die mate is het enige middel gegrond.

Om die redenen,
het Hof

vernietigt artikel 20 van de programmawet van 28 juni 2013 waarbij een artikel 57sexies wordt ingevoegd in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in zoverre het de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toestaat dringende medische hulp te weigeren aan de vreemdelingen die gemachtigd zijn tot een beperkt verblijf op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 « betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », wegens een arbeidskaart B of een beroepskaart.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 1 oktober 2015.

De griffier,
F. Meersschaut

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2015/204631]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 131/2015 vom 1. Oktober 2015

Geschäftsverzeichnisnummer 5798

In *Sachen*: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 20 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013, erhoben von Roger Halleman und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 30. Dezember 2013 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Januar 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 20 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Juli 2013, zweite Ausgabe): Roger Halleman, die VoG «Conseil Médical du Centre Hospitalier Universitaire Brugmann», die VoG «Conseil Médical de l'Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola», die VoG «Association des Médecins Hospitaliers des Hôpitaux Iris Sud», die öffentlich-rechtliche Vereinigung «Association Hospitalière d'Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles - Hôpitaux Iris Sud», die öffentlich-rechtliche Vereinigung «Association Hospitalière de

Bruxelles - Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola», die öffentlich-rechtliche Vereinigung «Association Hospitalière de Bruxelles - Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre», die öffentlich-rechtliche Vereinigung «Association Hospitalière de Bruxelles et de Schaerbeek - Centre Hospitalier Universitaire Brugmann» und die öffentlich-rechtliche Vereinigung «Association Hospitalière de Bruxelles - Centre Hospitalier Universitaire Jules Bordet», unterstützt und vertreten durch RA C. Molitor und RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1.1. Der angefochtene Artikel 20 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 fügt in das Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren einen Artikel 57^{sexies} mit folgendem Wortlaut ein:

«In Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes muss das Zentrum keine Sozialhilfe an Ausländer entrichten, denen der Aufenthalt aufgrund von Artikel 9^{bis} des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern aufgrund einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erlaubt ist».

B.1.2. Artikel 9^{bis} § 1 Absatz 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Unter außergewöhnlichen Umständen und unter der Bedingung, dass ein Ausländer über ein Identitätsdokument verfügt, kann er eine Aufenthaltserlaubnis beim Bürgermeister des Ortes, wo er sich aufhält, beantragen; der Bürgermeister leitet den Antrag an den Minister oder dessen Beauftragten weiter. Wenn der Minister oder sein Beauftragter die Aufenthaltserlaubnis erteilt, wird sie in Belgien ausgestellt».

B.1.3. Artikel 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 bestimmt:

«Jede Person hat ein Anrecht auf Sozialhilfe. Der Zweck dieser Sozialhilfe besteht darin, jedem die Möglichkeit zu bieten, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Es werden öffentliche Sozialhilfezentren geschaffen, die unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen die Aufgabe haben, diese Hilfe zu gewährleisten».

B.1.4. Artikel 57 § 2 desselben Gesetzes beschränkt das Recht auf Sozialhilfe auf dringende medizinische Hilfe, wenn es sich um Ausländer handelt, die sich illegal im Königreich aufhalten.

Übrigens bestimmt Artikel 57^{quinquies}, der in dieses Gesetz durch Artikel 12 des Gesetzes vom 19. Januar 2012 zur Abänderung der Rechtsvorschriften in Sachen Aufnahme von Asylsuchenden eingefügt wurde:

«In Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes ist das Zentrum nicht verpflichtet, Staatsangehörigen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union und Mitgliedern ihrer Familie während der ersten drei Monate des Aufenthalts oder gegebenenfalls während des längsten in Artikel 40 § 4 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern vorgesehenen Zeitraums Sozialhilfe zu gewähren oder vor Erwerb des Rechts auf Daueraufenthalt Beihilfen zu gewähren».

In seinem Entscheid Nr. 95/2014 vom 30. Juni 2014 hat der Gerichtshof diese Bestimmung für nichtig erklärt, insofern sie auf nichtbelgische Bürger der Europäischen Union, die die Erwerbstätigeneigenschaft (als Arbeitnehmer oder Selbständiger) besitzen oder behalten, sowie auf ihre Familienmitglieder, die sich legal auf dem Staatsgebiet aufhalten, Anwendung fand. In demselben Entscheid hat der Gerichtshof dieselbe Bestimmung für nichtig erklärt, insofern sie es den öffentlichen Sozialhilfezentren erlaubte, den Staatsangehörigen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union und ihren Familienmitgliedern die dringende medizinische Hilfe während der ersten drei Monate des Aufenthalts zu verweigern.

B.1.5. Bis zum Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung war keine Kategorie von Ausländern durch das Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 von der Gewährung dringender medizinischer Hilfe ausgeschlossen.

B.1.6. Die angefochtene Bestimmung schließt Ausländer, die ein gesetzliches Aufenthaltsrecht in Belgien haben, vom Recht auf Sozialhilfe aus, wenn dieses Aufenthaltsrecht ihnen aufgrund des vorerwähnten Artikels 9^{bis} des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gewährt worden ist und wenn diese Gewährung auf dem Umstand beruhte, dass sie Inhaber einer Arbeitserlaubnis B, die es ihnen erlaubt, eine Arbeitsstelle auszuüben, oder einer Berufskarte, die es ihnen erlaubt, einen selbständigen Beruf auszuüben, waren.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.2.1. Die Klageschrift wurde eingereicht durch einen Doktor der Medizin, die VoG «Conseil Médical du Centre Hospitalier Universitaire Brugmann», die VoG «Conseil Médical de l'Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola», die VoG «Association des Médecins Hospitaliers des Hôpitaux Iris Sud», sowie fünf Krankenhausvereinigungen des öffentlichen Rechts.

B.2.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

Der erste Kläger übt die Funktion als Arzt mit dem Sozialstatut als Selbständiger innerhalb der Krankenhausvereinigung «Hôpitaux Iris Sud» aus. Seiner Auffassung nach besitze er ein direktes und persönliches Interesse an der Klage, insofern die angefochtene Bestimmung die dringende medizinische Hilfe betreffe, die durch die öffentlichen Sozialhilfezentren den Ausländern, denen der Aufenthalt aufgrund des vorerwähnten Artikels 9^{bis} des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erlaubt sei, gewährt werde, und insofern er bei der Ausübung der Heilkunst möglicherweise Leistungen ausführen müsse, die zum Bereich der dringenden medizinischen Hilfe gehörten. Er begründet sein Interesse an der Klageerhebung ebenfalls damit, dass er zur Ausführung solcher Leistungen Gefahr laufe, keine Entlohnung mehr zu erhalten.

B.2.3. Insofern sie sich auf die Entlohnung der Ärzte, die Pflegeleistungen im Rahmen einer dringenden medizinischen Hilfe im Krankenhausbereich ausführen müssen, auswirken kann, kann die angefochtene Bestimmung sich direkt und nachteilig auf deren finanzielle Situation oder Berufstätigkeit auswirken. Die erste klagende Partei hat also ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung dieser Bestimmung.

B.2.4. Da die erste klagende Partei ein Interesse daran nachweist, vor Gericht aufzutreten, und ihre Klage zulässig ist, braucht der Gerichtshof nicht zu prüfen, ob dies auch für die anderen klagenden Parteien gilt.

In Bezug auf den einzigen Klagegrund

B.3. Der einzige Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 422^{bis} und 422^{ter} des Strafgesetzbuches und mit dem Kodex der ärztlichen Berufspflichten vom 19. November 1975.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtene Bestimmung zur Folge habe, dass die Kosten der Pflegeleistungen, die im Rahmen der dringenden medizinischen Hilfe durch belgische Ärzte und Krankenhäuser für Ausländer erbracht würden, die sich legal in Belgien aufhielten aufgrund von Artikel 9^{bis} des Gesetzes vom

15. Dezember 1980 wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte, nicht mehr durch die öffentlichen Sozialhilfeszentren übernommen werden könnten. Durch diese Bestimmung würden somit einerseits die Ärzte und Krankenhäuser, die Pflegeleistungen für sich illegal in Belgien aufhaltende Ausländer erbrächten, und andererseits die Ärzte und Krankenhäuser, die Pflegeleistungen für Ausländer im Sinne dieser Bestimmung erbrächten, unterschiedlich behandelt, da die erste Kategorie, zumindest teilweise, die Zahlung der im Rahmen der dringenden medizinischen Hilfe getätigten Kosten aufgrund der Beteiligung der öffentlichen Sozialhilfeszentren erhalten könne, während dies für die zweite Kategorie nicht der Fall sei.

Der Behandlungsunterschied zwischen den im Klagegrund angeführten Kategorien ergibt sich aus demjenigen, der durch die angefochtene Bestimmung bezüglich der dringenden medizinischen Hilfe zwischen Ausländern, die sich illegal in Belgien aufhalten und denjenigen, die diese Bestimmung betrifft, eingeführt wird. Der Gerichtshof muss folglich die Vereinbarkeit des letztgenannten Behandlungsunterschieds mit dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung prüfen.

B.4.1. Auf der Grundlage des Inhaltes der Klageschrift bestimmt der Gerichtshof die Tragweite der Klage. Aus der Darlegung des einzigen Klagegrunds geht hervor, dass die Nichtigkeitsklage nur Artikel 20 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 betrifft, insofern Artikel 57*sexies*, der dadurch in das Gesetz vom 8. Juli 1976 eingefügt wird, bestimmt, dass die dringende medizinische Hilfe durch das öffentliche Sozialhilfeszentrum nicht an die Ausländer zu entrichten ist, denen der Aufenthalt aufgrund des vorerwähnten Artikels 9*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erlaubt ist. Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf diesen Teil der angefochtenen Bestimmung und äußert sich nicht zur Verfassungsmäßigkeit des vorerwähnten Artikels 57*sexies*, insofern er den betreffenden Ausländern eine andere Sozialhilfe als die dringende medizinische Hilfe entzieht.

B.4.2. Insofern die klagenden Parteien einen Verstoß gegen die Artikel 422*bis* und 422*ter* des Strafgesetzbuches und des Kodex der ärztlichen Berufspflichten vom 19. November 1975 anführen, ist festzustellen, dass der Gerichtshof nicht befugt ist, die Übereinstimmung von gesetzeskräftigen Normen mit diesen Bestimmungen zu prüfen, selbst wenn sie mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung kombiniert werden.

B.5.1. Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 bestimmt:

«In Abweichung von den anderen Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes beschränkt sich die Aufgabe des öffentlichen Sozialhilfeszentrums auf

1. die Gewährung dringender medizinischer Hilfe, wenn es sich um einen Ausländer handelt, der sich illegal im Königreich aufhält;

[...]».

B.5.2. Artikel 57 § 2 Absatz 3 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 ermächtigt den König dazu, zu bestimmen, was unter dringender medizinischer Hilfe zu verstehen ist.

Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 12. Dezember 1996 «über die dringende medizinische Hilfe, die öffentliche Sozialhilfeszentren Ausländern gewähren, die sich illegal im Königreich aufhalten» definiert diese als

«Hilfeleistungen, die ausschließlich medizinischer Natur sind und deren Dringlichkeit durch ein ärztliches Attest bescheinigt wird. Diese Hilfeleistung dürfen weder eine finanzielle Hilfe noch eine Wohnung, noch eine andere Sozialhilfe in Form von Naturalien sein.

Die dringende medizinische Hilfe kann sowohl ambulant als auch in einer Pflegeeinrichtung, so wie sie in Artikel 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 2. April 1965 bezüglich der Übernahme der von den öffentlichen Sozialhilfeszentren gewährten Hilfeleistungen erwähnt ist, erbracht werden.

Die dringende medizinische Hilfe kann sowohl vorbeugender als auch heilender Natur sein».

B.6. In der Begründung der angefochtenen Bestimmung wird angeführt:

«Die Erlaubnis zu einem Aufenthalt aufgrund von Artikel 9*bis*, nur wenn diese den Betreffenden aufgrund des Bestehens einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erteilt wurde, eröffnet nicht das Recht auf Sozialhilfe. Da die Ausübung einer Berufstätigkeit in Belgien die Aufenthaltserlaubnis der Betreffenden auf belgischem Staatsgebiet gerechtfertigt hat, ist es nicht logisch, dass sie das Recht auf Sozialhilfe auf der Grundlage dieser Aufenthaltserlaubnis beanspruchen könnten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2853/001, S. 18).

Während der Vorarbeiten wurde angemerkt, dass «die Betreffenden während ihres zeitlich begrenzten Aufenthalts folglich keinen Zugang zu den ÖSHZen haben werden» (ebenda, DOC 53-2853/011, S. 4).

Die zuständige Staatssekretärin erklärte:

«Die Regelung richtet sich an die Personen, denen ein zeitweiliger Aufenthalt in Verbindung mit der Berufskarte B gewährt wird. Es handelt sich keineswegs um Personen, die ein unbegrenztes Aufenthaltsrecht genießen.

Es wird ohnehin außerdem zunehmend in die Querverbindung der Datenbanken investiert, sowohl beim Ausländeramt als auch beim FÖD Sozialeingliederung. Für den Letzteren hat die Staatssekretärin neun zusätzliche Datenströme einrichten lassen, um gerade die Kopplung der Daten zu ermöglichen. Im Übrigen ist hervorzuheben, dass es sich nicht nur um eine Kopplung handelt. Die Dienststellen sind auch mit ausreichend Personal auszustatten, um daraus die notwendigen Schlussfolgerungen ziehen zu können und die Folgemaßnahmen zu gewährleisten, und indem gegebenenfalls das Aufenthaltsrecht geändert wird. Es sind also nicht nur Mittel für die neuen Datenströme, sondern auch für das Personal, das diese auslegt und die notwendigen Schlussfolgerungen daraus zieht, vorzusehen.

[...]

[Eine] Extrapolation der Daten von 2012 für 2013 ergibt einen Betrag von 600 000 Euro für Artikel 20 des Entwurfs, und 1,2 Millionen Euro für Artikel 21» (ebenda, SS. 7-9).

Während der Erörterung im Senatsausschuss hat die Staatssekretärin die positiven Auswirkungen der Maßnahme auf den Haushalt bestätigt:

«Angesichts des Haushaltskontextes wurde die Staatssekretärin durch die Regierung beauftragt, 5 Millionen Euro für den Zugang zu den ÖSHZen zu finden. Dies ist eine äußerst heikle Aufgabe, denn die ÖSHZen sind das letzte Auffangnetz» (*Parl. Dok.*, Senat, 2012-2013, Nr. 5-2169/4, S. 3).

Bezüglich der von der Maßnahme betreffenden Ausländer hat sie präzisiert:

«Man kann davon ausgehen, dass die Betreffenden während ihres begrenzten Aufenthalts arbeitsfähig sind.

Daher haben sie keinen Zugang zum ÖSHZ während ihres begrenzten Aufenthalts. Selbstverständlich werden Abweichungen möglich sein. Wenn eine Person, die arbeitet, krank wird, muss sie nicht sofort unser Gebiet verlassen» (ebenda).

In ihrer Antwort auf eine parlamentarische Frage hat die Staatssekretärin außerdem erklärt, dass «die Maßnahme im Rahmen der allgemeinen Bekämpfung von Sozialbetrug zu betrachten ist»:

«Personen, die im Rahmen ihres Antrags auf Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 9bis des Ausländergesetzes eine Beschäftigung im Rahmen eines Arbeitsvertrags oder auf selbstständiger Basis nachweisen, können sich im Anschluss an die Einführung des genannten Artikels nicht mehr an das ÖSHZ wenden ab dem Tag nach demjenigen, an dem sie die Aufenthaltsgenehmigung erhalten haben, um eine finanzielle Unterstützung zu beantragen.

[...]

In den letzten Jahren sind bereits Mechanismen eingeführt worden für verschiedene andere Gruppen von Ausländern, um zu prüfen, ob die von den betreffenden Personen angeführten Gründe für den Zugang zu unserem Staatsgebiet der Realität entsprechen. Die Einführung von Artikel 57sexies ermöglicht es, ebenfalls eine solche Maßnahme für die Personen vorzusehen, denen der Aufenthalt aufgrund von Artikel 9bis des Ausländergesetzes wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erlaubt wird» (Senat, 2012-2013, schriftliche Frage Nr. 5-9739 vom 24. Juli 2013).

B.7. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass nur den Ausländern mit einer begrenzten Aufenthaltsgenehmigung aufgrund von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 wegen der Gewährung einer Arbeitserlaubnis B oder dem Besitz einer Berufskarte das Recht auf Sozialhilfe und folglich das Recht auf dringende medizinische Hilfe entzogen wird. Insofern sie diesen Ausländern das Recht auf dringende medizinische Hilfe entzieht, führt die angefochtene Bestimmung zu einem Behandlungsunterschied zwischen diesen Ausländern und den anderen Ausländern, die in den Vorteil dieser Hilfe gelangen aufgrund von Artikel 57 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976, selbst wenn sie sich illegal im Land aufhalten.

B.8.1. Die Ausstellung einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte unterliegt mehreren strikten Bedingungen.

Gemäß den Artikeln 4 ff. des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer muss der Ausländer grundsätzlich bereits eine Arbeitserlaubnis B besitzen, bevor er eine Aufenthaltserlaubnis erhalten kann. Eine Berufskarte kann durch einen Ausländer, der sich bereits legal auf dem Staatsgebiet aufhält, beantragt werden, doch wenn dies nicht der Fall ist, muss sie von dem Herkunftsland oder dem Land des legalen Aufenthalts aus beantragt werden.

Wenn ein Ausländer - wie in dem in der angefochtenen Bestimmung erwähnten Fall - eine Aufenthaltserlaubnis aufgrund von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erhält und der Antrag auf eine Arbeitserlaubnis oder auf eine Berufskarte folglich gestellt wird, nachdem er bereits ins Land eingereist ist, wird ihm also eine Ausnahme zu diesen Bedingungen gewährt, die grundsätzlich für alle Ausländer gelten. Die Erlangung dieses Aufenthaltsrechts unterliegt dem Vorliegen außerordentlicher Umstände, die durch das Ausländeramt restriktiv beurteilt werden.

B.8.2. Eine Arbeitserlaubnis B wird einem Ausländer für eine gegebenenfalls verlängerbare Höchstdauer von zwölf Monaten gewährt und ist auf die Beschäftigung bei einem einzigen Arbeitgeber begrenzt (Artikel 3 des königlichen Erlasses vom 9. Juni 1999 zur Ausführung des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer). Außerdem ist in Artikel 34 Nr. 6 desselben königlichen Erlasses vorgesehen, dass die Arbeitserlaubnis und die Berufskarte verweigert werden, «wenn sie eine Stelle betreffen, bei der das Einkommen aus der Beschäftigung es dem Arbeitnehmer nicht erlaubt, für seinen Unterhalt oder den seiner Familie zu sorgen».

Ein Antrag auf Erhalt einer Berufskarte im Hinblick auf die Ausübung einer Tätigkeit als Selbstständiger muss durch die Vorlage eines Dokumentes begründet werden, mit dem nachgewiesen wird, dass die vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind (Artikel 6 § 2 des königlichen Erlasses vom 2. August 1985 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Februar 1965 über die Ausübung seitens Ausländer von Berufstätigkeiten als Selbstständige). Bei der Prüfung des Antrags berücksichtigt die zuständige Behörde insbesondere den wirtschaftlichen Nutzen der vorgeschlagenen Tätigkeit, das heißt die Deckung eines wirtschaftlichen Bedarfs, die Schaffung von Arbeitsplätzen, sachdienliche Investitionen, wirtschaftliche Auswirkungen auf die Unternehmen in Belgien, die Förderung des Exports und innovierender Tätigkeiten oder eine Spezialisierung. Die Nichteinhaltung der mit der Ausstellung der Berufskarte verbundenen Bedingungen kann durch den Rat für Wirtschaftliche Untersuchung in Sachen Ausländer sanktioniert werden und wird auch durch strafrechtliche Sanktionen geahndet (Artikel 7 bis 14 des Gesetzes vom 19. Februar 1965).

B.8.3. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Erteilung einer Aufenthaltserlaubnis aufgrund des Besitzes einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte zeitweilig, auf sehr strikte Weise geregelt und untrennbar mit der Ausübung einer Berufstätigkeit verbunden ist, wobei die Behörde darauf achtet, dass die Betroffenen über ausreichende Mittel verfügen, um für sich selbst während der begrenzten Dauer ihres Aufenthalts in Belgien aufzukommen. Es kann somit vernünftigerweise davon ausgegangen werden, dass die große Mehrheit der Ausländer, die ein zeitweiliges Aufenthaltsrecht aufgrund einer Arbeitserlaubnis oder einer Berufskarte erhalten haben, über ausreichend Einkünfte verfügen, um sie gegen Bedürftigkeit zu schützen, so dass sie in der Regel nicht die Bedingungen für den Zugang zum Recht auf Sozialhilfe erfüllen.

B.9. Aus den in B.6 zitierten Parlamentsdokumenten geht hervor, dass die angefochtene Bestimmung einerseits mit der spezifischen Begründung der Vergabe einer Aufenthaltsgenehmigung an den betreffenden Ausländer und andererseits mit der Notwendigkeit, den Sozialbetrug sowie den Betrug in Bezug auf den Zugang zum Aufenthaltsrecht zu bekämpfen, gerechtfertigt wurde. Überdies geht aus den Erklärungen der zuständigen Staatssekretärin hervor, dass der Gesetzgeber ebenfalls ein Haushaltsziel verfolgte.

B.10.1. Die dringende medizinische Hilfe ist ein wesentliches Element für das Recht auf Sozialhilfe. Es handelt sich um ein Grundrecht, ohne das das Recht auf Menschenwürde nicht gewährleistet werden kann. Aus diesem Grund wird es aufgrund von Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 den Ausländern, die sich illegal in Belgien aufhalten und die grundsätzlich kein Recht auf Sozialhilfe haben, aufgrund von Artikel 57 § 1 desselben Grundlagengesetzes gewährt.

B.10.2. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 50/2009 vom 11. März 2009 bemerkt hat, prüft das öffentliche Sozialhilfzentrum im Fall eines Antrags auf dringende medizinische Hilfe eines Ausländers, der sich illegal im Land aufhält, ob der Antragsteller ohne diese Hilfe imstande ist, ein menschenwürdiges Leben zu führen. Wenn dies der Fall ist, muss das Zentrum sich nicht beteiligen.

B.10.3. Damit das öffentliche Sozialhilfzentrum eine dringende medizinische Hilfe gewähren muss, ist gemäß Artikel 1 Absatz 1 des königlichen Erlasses vom 12. Dezember 1996 «über die dringende medizinische Hilfe, die öffentliche Sozialhilfzentren Ausländern gewähren, die sich illegal im Königreich aufhalten» ein ärztliches Attest, durch das deren Dringlichkeit bescheinigt wird, erforderlich.

Im Streitfall muss der Richter beurteilen, ob es sich um dringende medizinische Hilfe handelt, und die Kosten dürfen nicht dem öffentlichen Sozialhilfezentrum auferlegt werden, wenn die Dringlichkeit der medizinischen Pflege nicht ausreichend nachgewiesen wird.

Das öffentliche Sozialhilfezentrum muss außerdem durch eine Sozialuntersuchung prüfen, ob ein Bedarf für Sozialhilfe besteht und wie groß er ist (Artikel 60 § 1 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren). Die dringende medizinische Hilfe ist nicht geschuldet, wenn sich bei dieser Untersuchung herausstellt, dass die betreffende Person der belgischen Krankenversicherung oder derjenigen ihres Herkunftslandes angeschlossen ist oder dass sie über eine Versicherung zur vollständigen Deckung der medizinischen Kosten im Land verfügt. Das Gleiche gilt, wenn der Betroffene über andere Existenzmittel verfügt.

B.11. Es ist nicht ausgeschlossen, dass Ausländer, denen ein Aufenthalt für begrenzte Dauer aufgrund des vorerwähnten Artikels 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erlaubt ist, mit einer Situation konfrontiert werden, die eine dringende medizinische Hilfe erfordert.

B.12. Gemäß Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 ist der Auftrag der öffentlichen Sozialhilfezentren gegenüber illegalen Ausländern auf die Erteilung der dringenden medizinischen Hilfe begrenzt. Infolge der angefochtenen Bestimmung wird den Ausländern, denen ein Aufenthalt für begrenzte Dauer aufgrund von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erlaubt ist, hingegen diese dringende medizinische Hilfe während der Dauer der vorläufigen Aufenthaltserlaubnis verweigert.

Der Gerichtshof muss prüfen, ob der Behandlungsunterschied, der sich hieraus ergibt, vernünftig gerechtfertigt ist.

B.13. Da die dringende medizinische Hilfe nur den Personen gewährt wird, die nicht über andere Einkünfte und Versicherungen verfügen und bei denen die Dringlichkeit der notwendigen medizinischen Pflege erwiesen ist, wie in B.10.3 präzisiert wurde, kann ein Entzug dieser Hilfe durch eine allgemeine Maßnahme, die *a priori* eine abstrakt definierte Kategorie von Ausländern betrifft, nicht gerechtfertigt werden durch das Bemühen, soziale Missbräuche zu begrenzen.

Indem diese Hilfe vorenthalten wird, können im Übrigen nicht die Missbräuche in Bezug auf die Einreise ins Staatsgebiet bekämpft werden, da die angefochtene Bestimmung Ausländer betrifft, denen ein zeitweiliger Aufenthalt in Belgien erlaubt wurde und die Kontrollen unterliegen, wenn sie eine Verlängerung ihres Aufenthalts erreichen möchten. Es ist möglich, den Betrug hinsichtlich der Erlangung eines Aufenthaltsrechts wirksam zu bekämpfen, indem man die Aufenthaltserlaubnis den Ausländern entzieht, die nicht oder nicht mehr die dafür geltenden Bedingungen erfüllen würden.

In diesem Zusammenhang bestimmt Artikel 13 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980:

«Der Minister oder sein Beauftragter kann in einem der folgenden Fälle einen Ausländer, dem der Aufenthalt im Königreich für begrenzte Dauer erlaubt ist, die entweder durch vorliegendes Gesetz oder wegen besonderer Umstände, die dem Betroffenen eigen sind, festgelegt ist oder mit Art oder Dauer seiner Tätigkeiten in Belgien in Zusammenhang steht, anweisen das Staatsgebiet zu verlassen:

1. wenn er seinen Aufenthalt im Königreich über diese begrenzte Dauer hinaus verlängert,
2. wenn er die an seinen Aufenthalt gestellten Bedingungen nicht mehr erfüllt,
3. wenn er falsche oder irreführende Informationen oder falsche oder gefälschte Dokumente verwendet, einen Betrug begangen oder andere illegale Mittel in Anspruch genommen hat, die für den Erhalt der Aufenthaltserlaubnis von entscheidender Bedeutung gewesen sind».

Daraus ergibt sich, dass es möglich ist, den zeitweiligen Aufenthalt eines Ausländers zu beenden, der gegebenenfalls missbräuchlich die Ausübung einer Berufstätigkeit geltend gemacht hätte, um seine Erlaubnis zum Aufenthalt auf dem Staatsgebiet zu erhalten, oder der nicht mehr die mit seinem Aufenthalt verbundenen Bedingungen erfüllen würde.

Schließlich kann das während der Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz angeführte Haushaltsziel den Gesetzgeber nicht von seiner Verpflichtung, jedem das Recht auf ein menschenwürdiges Leben zu gewährleisten, entbinden, wenn ein Ausländer eine dringende medizinische Hilfe benötigt.

B.14. Angesichts des Vorstehenden ist der fragliche Behandlungsunterschied nicht vernünftig gerechtfertigt.

B.15. Insofern die angefochtene Bestimmung es den öffentlichen Sozialhilfezentren erlaubt, die dringende medizinische Hilfe den Ausländern zu verweigern, denen ein Aufenthalt für begrenzte Dauer aufgrund von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 «über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern» wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erlaubt ist, verstößt sie gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.16. In diesem Maße ist der einzige Klagegrund begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 20 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013, mit dem ein Artikel 57sexies in das Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren eingefügt wird, für nichtig, insofern er es den öffentlichen Sozialhilfezentren erlaubt, den Ausländern, denen ein Aufenthalt für begrenzte Dauer aufgrund von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 «über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern» wegen einer Arbeitserlaubnis B oder einer Berufskarte erlaubt ist, die dringende medizinische Hilfe zu verweigern.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 1. Oktober 2015.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels